Perspectives chinoises

2007/4 | 2007
La Chine et son passé

Les « droitiers actifs » de 1957 et la postérité d'une réflexion

« Intellectuels de droite », révisionnistes et défenseurs des droits

Zeming Chen

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/2483
ISSN : 1996-4609

Éditeur
Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée
Date de publication : 30 décembre 2007
ISSN : 1021-9013

Référence électronique
Zeming Chen, « Les « droitiers actifs » de 1957 et la postérité d'une réflexion », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2007/4 | 2007, mis en ligne le 30 décembre 2010, consulté le 20 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/2483

© Tous droits réservés

perspectives chinoises

Les « droitiers actifs » de 1957 et la postérité d'une réflexion

« Intellectuels de droite », révisionnistes et défenseurs des droits

CHEN ZIMING

S'appuyant sur de récentes publications et de nombreux témoignages, Chen Ziming apporte, dans cet article, un éclairage nouveau sur le mouvement anti-droitier de 1957. Dans une première partie, il différencie les « droitiers actifs » (*zhudong youpai*) des « droitiers passifs » (*beidong*) et distingue, parmi les premiers, trois types d'acteurs – les « intellectuels de droite », les « révisionnistes » ainsi que les « défenseurs des droits ». Présentant respectivement ces trois catégories de droitiers, il met en avant leurs spécificités ainsi que leurs divergences. Alors que les « intellectuels de droite » regroupent des personnalités démocrates influentes avant 1949, au premier rang desquelles Zhang Bojun et Luo Longji, et ont pour revendications principales « la modification de la constitution et du mode de gouvernement », les « révisionnistes » rassemblent des intellectuels membres du parti (Li Shenzhi et Liu Binyan) ainsi que des étudiants élevés « sous le drapeau rouge » (Lin Xiling et Tan Tianrong). Influencés par les évolutions récentes au sein du camp communiste, ils dénoncent le culte de la personnalité et les dérives du système et exigent un changement de ligne politique et idéologique en faveur d'une « grande démocratie ». Les « défenseurs des droits » s'appuient, quant à eux, sur la constitution de la République populaire de Chine, pour dénoncer le non-respect des droits politiques (particulièrement pendant les mouvements politiques), des libertés individuelles, des droits économiques et sociaux, ainsi que l'absence de liberté dans les sphères scientifiques, culturelles et artistiques (symbolisée notamment par la suppression de disciplines universitaires comme le droit, les sciences politiques et la sociologie). Dans une dernière partie, Chen Ziming montre enfin l'héritage de ce mouvement mais aussi son dépassement au sein des diverses forces qui œuvrent actuellement en faveur d'une démocratisation en Chine. Nous avons choisi, pour ce numéro de *Perspectives chinoises*, de donner la traduction intégrale de la partie où Chen Ziming aborde la première catégorie de droitiers, celle des « intellectuels de droite », ainsi que de larges extraits de la dernière partie de son texte. Le lecteur intéressé trouvera le texte intégral de l'article en chinois sur le site internet du CEFC. (Ndt)

Combien de personnes ont-elles été prises pour cibles par le mouvement anti-droitier en 1957 ? Les estimations sont multiples et divergent. En septembre 1979, dans la « demande d'instructions concernant la poursuite de l'application et de la mise en œuvre du document n°55 du gouvernement central (datant de 1978) », annotée et transmise par le Comité central du Parti communiste chinois à cinq administrations centrales, il était affirmé :

> *Plus de 550 000 individus ont été désignés comme droitiers au niveau national. [...] Au cours de la lutte contre les droitiers, nombreux sont ceux qui ont été définis comme des « éléments de centre droit », ceux, ouvriers, policiers ou autres, qui ont été désignés comme des éléments anti-socialistes, ainsi que ceux compromis par leur famille. Parmi ces personnes, environ 160 000 ont seulement perdu leur poste officiel et doivent être réaffectés. Bien qu'ils n'aient pas « porté le chapeau » de l'appellation de droitier, certains ont subi des sanctions plus sévères que les droitiers, leur situation est difficile. [...] Par ailleurs, à ce moment-là, nombre de professeurs d'école primaire et de cadres locaux à la campagne ont été dénoncés comme droitiers. L'ordre donné par la suite par le gouvernement central de ne pas désigner ces deux catégories est arrivé trop tard, un grand désordre régnait déjà dans la désignation des droitiers. Ces personnes sont loin de constituer une minorité. Ces deux catégories, qui représentaient de manière globale des centaines de milliers de personnes, qu'elles aient ou non été dénoncées comme droitiers, ont tous subi les sanctions réservées aux*

Chen Ziming

L'auteur du texte que nous présentons ci-dessous, Chen Ziming, est un important acteur du mouvement démocratique chinois. Né en 1953, Chen a été envoyé en rééducation par le travail en 1975 pour avoir critiqué Mao. Libéré en avril 1976, il a joué un rôle essentiel dans le mouvement du 5 avril dirigé contre la ligne gauchiste. Emprisonné à la suite de la répression de la manifestation, il a été libéré en 1978 et a participé à la création de la revue *Beijing zhi chun* (Le printemps de Pékin), la plus modérée du Mur de la démocratie. Entré à l'académie des sciences sociales, il a été élu député du quartier de Haidian en 1980. Puis, au milieu des années 1980, il a créé avec Wang Juntao une université par correspondance, et surtout le Centre de recherches de Pékin sur l'économie et la société, un centre de recherche autonome considéré comme l'un des principaux symboles de la société civile à la chinoise des années 1980. Wang et Chen ont également racheté le *Jingjixue zhoubao*, qui est devenu l'un des porte-parole du mouvement démocratique à la veille du mouvement de 1989. Réticent devant les manifestations étudiantes, il s'est joint au mouvement après la proclamation de la Loi martiale et a joué un rôle central, en compagnie de Wang Juntao, dans la création de l'Association de tous les milieux de la capitale. Considérés comme la « main noire » derrière les manifestations de Tian'anmen, tous deux ont été condamnés à 13 ans de prison en 1991. Après sa libération, Chen Ziming qui, à la différence de Wang Juntao, a purgé l'ensemble de sa peine et est resté au pays, a créé un site internet. Celui-ci a été fermé par les autorités. En 2007, il a été autorisé à se rendre à Hong Kong pour faire des recherches, et les extraits que nous publions ci-dessous sont issus d'une conférence qu'il a faite au University Services Centre de l'Université chinoise.

Malgré les épreuves subies au cours de sa vie, Chen Ziming continue de se consacrer à la recherche des moyens de démocratiser la Chine. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles il s'intéresse aux divers épisodes qui ont marqué le mouvement démocratique depuis la fondation de la République populaire. Comme nombres de ses contemporains actifs dans le combat pour la démocratie, il est convaincu que l'absence d'une mémoire structurée constitue l'une des tares de ce mouvement en Chine. Chen cherche à y remédier et le texte ci-dessous est un exemple de cette tentative. Il y analyse les idées et les écrits des intellectuels contestataires des années 1950 et montre qu'ils sont encore très actuels :

« Cinquante ans ont passé, les idées léguées par les différents types de "droitiers actifs" doivent encore nous inspirer ; leur esprit d'innovation et le courage de leur résistance nous enjoignent à ne pas abandonner la lutte pour la démocratisation de la Chine. »

Jean-Philippe Béja

droitiers, voire le traitement encore plus sévère des « éléments de centre droit ». Si l'on recense l'ensemble de ces différentes catégories de personnes, leur nombre total n'est sans doute pas inférieur à un million.

En 1991, dans le livre *Conspiration ouverte*, Ding Shu écrivait : « selon une enquête, le nombre de personnes étiquetées comme droitiers au cours du mouvement anti-droitier atteint un total d'un million trois cent mille [1] ». En janvier 2006, une revue de Hong Kong cite cette fois le chiffre révélé le 3 mai 1958 lors d'une réunion élargie du Bureau politique : le nombre de droitiers, toutes catégories confondues, dépasserait 3 millions de personnes [2].

En juin 1980, les départements du Comité central du Parti chargés de la question décident de ne pas accorder de réhabilitation aux cinq droitiers suivants : Zhang Bojun, Luo Longji, Chu Anping, Peng Wenying et Chen Renbing. À cette époque, en dehors de Chu Anping dont le sort est incertain, Chen Renbing est le seul resté en vie. Il s'est qualifié devant ses amis de « seul droitier encore en vie [3] ». Que l'on choisisse le nombre de 550 000, d'un million trois cent mille ou de trois millions, combien y a-t-il eu de « vrais droitiers » ? Cette question mérite réflexion. Si l'on se fonde sur la définition donnée par Mao Zedong dans son article « Les choses commencent à changer », à savoir « les éléments droitiers qui ont un esprit anti-communiste », les « vrais droitiers » sont quantité négligeable. Même Zhang Bojun et Luo Longji, les têtes de « l'alliance Zhang-Luo », n'ont pas eu le courage et la volonté de renverser le Parti en se fondant sur l'« anti-communisme ». Si l'on s'ap-

1. Ding Shu, *Yang mou : « Fan you » qian hou* (Conspiration ouverte : avant et après le « mouvement anti-droitier »), Hong Kong, Jiushi niandai zazhi she, 1991. [Ndt]
2. Muren, « 1957 nian jiujing da le duoshao youpai ? » (Combien de personnes ont-elles au final été étiquetées comme droitiers en 1957 ?), site Internet de *Xin Shiji* (New Century).
3. Xu Youwei, « Tuomian zigan : Chen Renbing de wannian » (Tendre l'autre joue : les dernières années de Chen Renbing), Pékin, *Bainian chao*, n° 8, 2003.

puie en revanche sur les « six critères [4] » que Mao Zedong a ajoutés en révisant son texte « De la juste solution des contradictions au sein du peuple », le nombre de « vrais droitiers » peut être largement augmenté, l'interprétation de ces critères étant très large.

Puisqu'il est difficile de séparer les bons des méchants, de distinguer le « vrai » du « faux », cet article renonce à délimiter les « vrais » et les « faux » droitiers au profit d'une autre méthode : la délimitation entre « droitiers actifs » et « droitiers passifs ». Il est en effet relativement plus aisé de distinguer si la personne est montée de manière active sur la scène pour interpréter son rôle, ou si, passive, elle a été forcée à monter sur scène. [...]

Les « intellectuels de droite »

Dans l'article intitulé « Les choses commencent à changer » datant du 15 mai 1957, Mao Zedong divise les « droitiers » en deux catégories : « les intellectuels de droite dans la société » (*shehui shang de youyi zhishi fenzi*) et les « droitiers du Parti, les révisionnistes » (*gongchandang de youpai – xiuzheng zhuyizhe*) [5]. Les intellectuels « dans la société » désigne les intellectuels de différents milieux de la société affiliés aux partis démocratiques ou sans appartenance partisane.

Ceux que Mao Zedong désigne comme « intellectuels de droite », et dont les représentants principaux sont Zhang Bojun et Luo Longji, sont, en réalité, dans leur majorité, des intellectuels de centre gauche. Dix ans avant le mouvement anti-droitier, Mao Zedong lui-même les considérait de la sorte. En effet, dans la seconde moitié de la décennie 1940, les intellectuels de gauche étaient généralement membres du Parti communiste et adeptes du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong ; les intellectuels de droite étaient membres du Guomindang et disciples de l'idéologie officielle. Or, à cette époque, l'idéologie des « trois principes du peuple » du révolutionnaire Sun Yat-sen s'était déjà muée en autoritarisme traditionaliste sous l'impulsion du dirigeant du Parti-État, Chiang Kai-shek. Entre ces deux partis, le Parti nationaliste et le Parti communiste, se situait « le troisième côté » (*di san fangmian*) ou la « force intermédiaire » (*zhongjian shili)*. Les intellectuels appartenant à cette « force intermédiaire » se divisaient entre intellectuels de centre gauche et de centre droit. Les premiers rassemblaient les partisans d'une social-démocratie tels Zhang Bojun et Luo Longji, tandis que les seconds étaient des libéraux tels Hu Shi ou Fu Sinian. Après 1949, les intellectuels de droite ou de centre droit ont soit fui (à Taiwan, à Hong Kong ou à l'étranger), soit été réprimés (selon la formule *sha guan guan* 殺關管 : « tuer, enfermer, contrôler »), soit se sont cachés (ils connaissaient parfaitement la nature du Parti communiste, il n'était donc pas aisé de les faire tomber dans une « conspiration ouverte »). Après cette amputation de la moitié du spectre politique, les intellectuels initialement de centre gauche sont devenus aux yeux de Mao Zedong les nouveaux « intellectuels de droite », bien que leurs conceptions et leurs positions politiques personnelles n'eussent connu aucun changement de nature [6]. Bien sûr, parmi les intellectuels droitiers de faible renom, certains se sont aussi positionnés sur ce que l'on définit de manière générale comme la partie droite du spectre politique.

Au cours du mouvement anti-droitier, « l'anti-communisme » est le « grand chapeau » dont ont été affublés certains « intellectuels de droite » tels ceux de « l'alliance Zhang-Luo », les accusations concrètes portées à leur égard étant qu'ils exigeaient la « direction à tour de rôle » (*lunliu zuozhuang* 輪流坐莊) [7], et essayaient de « prendre la place [du Parti] » (*qu er dai zhi* 取而代之) [8]. En réalité, ces accusations ont été créées de toutes pièces.

4. Les « six critères » sont : « (1) Est juste ce qui favorise l'union de toutes les nationalités de notre pays et non ce qui provoque la division au sein du peuple ; (2) est juste ce qui favorise la transformation et l'édification socialistes et non ce qui nuit à cette transformation et à cette édification ; (3) est juste ce qui favorise le renforcement de la dictature démocratique populaire et non ce qui sape ou affaiblit cette dictature ; (4) est juste ce qui favorise le renforcement du centralisme démocratique et non ce qui le sape ou l'affaiblit ; (5) est juste ce qui favorise le renforcement de la direction du Parti communiste et non ce qui rejette ou affaiblit cette direction ; (6) est juste ce qui favorise la solidarité internationale socialiste et la solidarité internationale de tous les peuples pacifiques et non ce qui porte préjudice à ces deux formes de solidarité ». « Guanyu zhengque chuli renmin neibu maodun de wenti » (De la juste solution des contradictions au sein du peuple), *Mao Zedong Xuanji* (Œuvres choisies de Mao Zedong), tome 5, Pékin, Renmin chubanshe, 1977, p. 393.
5. In *Mao Zedong xuanji* (Œuvres choisies de Mao Zedong), *ibid.*, tome 5, p. 424.
6. Pour être plus exact, après 1949, les idées des intellectuels de centre droit et de centre gauche se sont d'abord déplacées vers la gauche. Après les mouvements des « Trois Anti », des « Cinq Anti », de la collectivisation agricole ainsi que le mouvement d'élimination des contre-révolutionnaires, elles ont évolué de nouveau vers la droite, mais sans revenir à leurs positions initiales. Par exemple, en octobre 1948, Luo Longji, en tant que membre du Comité central de la Ligue Démocratique restée à Shanghai, « a adressé une série de conseils au Comité central, dont le contenu principal était le suivant : (1) En politique interne, réaliser un système parlementaire ; (2) En politique extérieure, suivre une orientation de concorde (suivre une orientation amicale tant à l'égard des États-Unis que de l'Union soviétique) ; (3) Rendre à la ligue démocratique la liberté d'être un parti d'opposition légal ; (4) Exiger, à l'intérieur de la Ligue démocratique, que les membres du Parti communiste rendent publique leur identité, pour éviter la confusion entre membres du Parti et de la Ligue Démocratique. » (Reproduit de Zhu Zheng, « Fan youpai douzheng shi liuchan de wenhua da geming » (La lutte contre les droitiers, une Révolution culturelle avortée), *Huaxia wenshang zengkan*, n° 538). Les opinions formulées par Luo Longji en 1957 et considérées comme droitières n'ont jamais atteint ce niveau.
7. Li Weihan, se souvenait ainsi dans ses dernières années : « au milieu de mai, les troisièmes et quatrièmes rapports dégageaient déjà certaines mauvaises choses, des inepties comme “diriger à tour de rôle” ou “Hyde Park” étaient déjà sorties ». Li Weihan, *Huiyi yu yanjiu* (Mémoire et recherche), second tome, Pékin, Zhonggong dangshi ziliao chubanshe, 1986, p. 833-834.
8. Mao Zedong a dit : « Cette tempête, c'est l'alliance Zhang-Luo qui l'a soulevée. […] [Ils] invoquent le vent et la pluie, soulèvent les vagues et les lames, tantôt complotent à portes closes, tantôt attisent le feu à la base, tissent des liens entre le haut et le bas et nouent des intelligences dans tous les coins du pays, ne voient dans la situation actuelle qu'un chaos général favorable à leur prise du pouvoir et ont pour but ultime d'accomplir par étapes leur grande entreprise ». « L'orientation bourgeoise du Wenhui bao doit être critiquée », *Mao Zedong xuanji* (Œuvres choisies de Mao Zedong), *op. cit.*, tome 5, p. 435.



Affiche de propagande du Mouvement anti-droitier, appelant à « Attaquer sans ménagement les droitiers, lancer l'assaut furieusement, préserver les acquis du socialisme »

© IISH Stefan R. Landsberger Collection, http://www.iisg.nl/~landsberger

La preuve la plus importante d' « anti-communisme » est celle avancée contre le professeur assistant Ge Peiqi à l'Université du peuple, accusé de vouloir « tuer des membres du Parti communiste ». Le 27 mai 1957, l'*Hebdomadaire de l'Université du peuple*, journal interne à l'université, publie le discours prononcé trois jours plus tôt par Ge Peiqi. Il contient ce genre de phrases : « que les membres du Parti aient un comportement de maître est acceptable, mais que vous considériez que "l'État, c'est moi" n'est pas admissible. [...] Tant que les choses sont bien menées, il n'y a pas de problème. Mais, si tel n'est pas le cas, les masses ont le droit de vous renverser, de tuer des membres du Parti ; ce ne serait pas anti-patriotique que de vous renverser, s'il est avéré que les membres du Parti ne servent pas le peuple ». L'après-midi du jour de la publication du discours, Ge Peiqi est allé trouver Nie Zhen, secrétaire adjoint du Comité du Parti et vice-président de l'Université du peuple, lui demandant de modifier ce texte, car la citation précédente ne correspondait pas à ses paroles originales. Or, non seulement l'*Hebdomadaire de l'Université du peuple* n'a apporté aucune correction, mais quatre jours plus tard, lorsque le *Quotidien du Peuple* a reproduit l'extrait, la citation a encore été davantage tronquée, isolée de son contexte, et arbitrairement dénaturée [9]. Même après déformation, la phrase de Ge Peiqi demeure une hypothèse : si les membres du Parti ne servent pas le peuple, ils seront renversés. Des phrases de ce genre ont été prononcées par Mao Zedong en 1957. Par la suite, les dirigeants du Parti communiste chinois en ont prononcées davantage et à maintes reprises. Mais, comme le dit un proverbe, « les fonctionnaires peuvent mettre le feu, le peuple n'a pas le droit d'allumer une lanterne ». Si par rapport à d'autres droitiers, Ge Peiqi parlait avec plus de confiance, c'est parce qu'il avait été un membre du Parti communiste clandestin et qu'il avait rendu de grands services comme agent de renseignements pour le Parti.

« Diriger à tour de rôle » est une formule que l'on attribue à Zhang Bojun. Or, en 1980, le Département du front uni a admis lors d'une discussion avec l'épouse et la fille de Zhang : « à l'époque, les sources utilisées pour accuser monsieur Zhang d'être un droitier étaient toutes inexactes, des

9. *Renmin ribao* (Quotidien du Peuple), 31 mai 1957.

"conseils d'élaboration politique" (*zhengzhi sheji yuan* 政治設計院) à son opposition à la réforme de l'écriture, aucune n'était fondée. L'expression "diriger à tour de rôle" a été prononcée par Cheng Qian pour critiquer les droitiers et a été mise sur la tête de Zhang Bojun [10]. » L'expression « diriger à tour de rôle » désigne l'alternance politique, le régime parlementaire, la distinction entre partis de gouvernement et partis d'opposition, ainsi que l'organisation d'élections concurrentielles où les gouvernants seraient désignés par les votes des électeurs. Bien que les personnages les plus en vue parmi les « intellectuels de droite » aient pu avoir en leur for intérieur ce désir, ils ne l'ont jamais exprimé au cours du « mouvement de rectification ». Quand Zhang Bojun préconise la fondation d'un « Conseil d'élaboration politique », il exprime clairement qu'il ne « s'agit pas du régime politique parlementaire des pays capitalistes [11] ». À l'époque, « les intellectuels de droite dans la société » n'avaient aucunement l' « ambition de prendre la place [du Parti communiste] », leur objectif était de gouverner de manière conjointe, de disposer des pouvoirs attachés à leur fonction, de participer aux décisions politiques, au mieux d' « être sur un pied d'égalité ». En 1949, lors de la fondation du nouveau régime, le Parti communiste et l'ensemble des partis démocratiques ont signé le « programme commun de la Conférence consultative politique du peuple chinois » (CCPPC), reconnaissant que le nouveau pouvoir politique était un gouvernement d'union « regroupant les représentants de la classe ouvrière, de la classe paysanne, de l'armée révolutionnaire, des intellectuels, de la petite bourgeoisie, de la bourgeoisie nationale, des minorités, des Chinois d'outre-mer et d'autres éléments patriotiques ». Au cours de l'apogée du « mouvement de rectification », Chu Anping a dit :

> « *Je voudrais maintenant évoquer un exemple et prendre conseil auprès du Président Mao et du Premier ministre Zhou. Avant la Libération, nous avons entendu le Président Mao proposer d'organiser un gouvernement d'union avec des personnalités extérieures au Parti. Après la fondation de l'État en 1949, trois des six vice-présidents du gouvernement populaire central étaient des personnalités n'appartenant pas au Parti, et parmi les quatre vice-premiers ministres, deux étaient également extérieurs au Parti, cela avait encore l'allure d'un gouvernement d'union. Mais à la suite du premier remaniement gouvernemental, il n'est resté qu'un seul vice-président [extérieur au Parti], les postes des autres vice-présidents non membres du Parti ont été transférés vers le Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire (ANP). Et je ne parle pas de la situation actuelle, où parmi les 12 ou plus vice-premiers ministres du Conseil des affaires d'État, aucun n'est extérieur au Parti. Personne, parmi les personnalités extérieures au Parti, ne peut donc occuper cette place ou ne peut être recruté pour remplir ce genre de fonction ? En partant du désir d'unité avec les personnalités extérieures au Parti et avec l'ensemble du pays, et en tenant compte des opinions nationales et internationales, ce genre d'arrangement [Ndt : un gouvernement d'union] ne devrait-il pas être de nouveau considéré [12] ?* »

La position exprimée par Chu Anping est claire : il espérait un retour à la situation de « gouvernement d'union ».
La question des personnalités démocrates qui occupent une fonction mais n'ont pas de pouvoir a été posée en premier lieu par Mao Zedong. Lors de la première conférence de personnalités démocrates organisée par le Département du front uni, le ministre des Communications de l'époque, Zhang Bojun a souligné : « dans les endroits où des personnalités extérieures au Parti exercent des fonctions de direction, ce sont en réalité les organisations du Parti qui décident de tout. C'est principalement pour cette raison que les personnalités extérieures au Parti occupent des fonctions mais n'ont pas de pouvoir [13]. » Également ministre, Luo Longji a déclaré qu'il avait une fonction et un pouvoir au sein du ministère de la Gestion des forêts, mais qu'au-dessus du ministère, il y avait huit bureaux du Conseil des affaires d'État, ainsi que le Comité du plan national et celui de l'économie nationale. Par ailleurs, il y avait tous les départements du Comité central du Parti ; « ce ministère n'a donc aucun moyen d'exercer un pouvoir [14] ». Par la suite, certaines personnes ont révélé que lors de sa prise de fonction au ministère de la

10. Zhang Yihe, « Yue shi qiqu yue tanping – huiyi wo de fuqin Zhang Bojun » (Plus c'est accidenté, plus c'est plat - à la mémoire de mon père Zhang Bojun), site Internet *Zhongguo qingshaonian xin shiji dushu wang*.
11. Zhang Bojun, « Guanyu chengli "zhengzhi shiji yuan" de fayan » (Discours sur la fondation d'un « Conseil d'élaboration politique »), *Renmin ribao*, 22 mai 1957.
12. Chu Anping, « Xiang Mao zhuxi he Zhou zongli ti xie yijian » (Quelques remarques à l'attention du Président Mao et du Premier ministre Zhou), *Renmin ribao*, 2 juin 1957.
13. Zhu Zheng, *1957 nian de xiatian : cong bai jia zhengming dao liang jia zhengming* (été 1957 : de cent écoles rivalisent à deux écoles rivalisent), Zhengzhou, Henan renmin chubanshe, 1998, p. 63.
14. Luo Longji, « Guanyu chengli "pingfan weiyuanhui" de fayan » (Discours sur la création d'un "comité de réhabilitation"), *Renmin ribao*, 23 mai 1957.
15. Yao Shan'er, *Zai lishi de xuanwo zhong – Zhongguo baiming da youpai* (Dans le tourbillon de l'histoire – cent grands droitiers de Chine), Pékin, Chaohua chubanshe, 1993, p. 70, p. 64.

Gestion des forêts, Luo avait dit : « dans les unités administratives, c'est l'administration qui prime, pas le Parti ; le Parti doit obéir à l'administration. [...] Désormais, tout doit être discuté avec moi. » Il a essayé de prendre part au travail dont les cadres avaient la charge, mais il est « tombé sur un os ». Après cela, il n'a plus été aussi enthousiaste sur le travail de ministre et a renoncé à essayer de diriger [15].

Zhang Bojun a déclaré :

> *Par exemple, dans les réunions organisées par le Conseil des affaires d'État, on nous demande souvent d'exprimer notre avis sur des produits finis. Ces réunions où règne le formalisme pourraient être convoquées moins souvent. Par contre, s'il était possible de poser des questions, d'utiliser des matériaux pour mener de réelles discussions, avec un contenu riche, si chaque personne pouvait exprimer son opinion, alors ces réunions ne sembleraient pas trop nombreuses. [...] Si, au début du travail, on écoutait davantage les avis du Comité permanent de l'ANP, de la CCPPC, et des partis démocratiques, on pourrait s'épargner de prendre des routes sinueuses. Par exemple, sur des sujets tels que le mouvement d'éradication de l'analphabétisme, le système de cinq ans d'études primaires, la généralisation de la charrue à double soc et à avant-train, si les nombreux enjeux avaient auparavant été discutés avec les ministres du Conseil des affaires d'État, en s'appuyant sur des documents, ou bien si des débats avaient eu lieu avec les partis démocratiques, les intellectuels de haut niveau et les experts, les dommages auraient pu être réduits. Si, une fois que le Parti a décidé en interne, tout est mis en œuvre sans autre discussion, cela ne permet pas d'atteindre les objectifs escomptés. Ou bien, concernant les problèmes du système politique, la répartition du pouvoir entre le gouvernement central et les gouvernements locaux, l'année passée, seuls les secrétaires des comités locaux du Parti ainsi que quelques cadres supérieurs extérieurs au Parti se sont livrés à une discussion. C'est principalement un débat à l'intérieur du Parti. Or, il faudrait utiliser les différents comités de la CCPPC et de l'ANP, ainsi que les partis démocratiques pour engager le débat, car leurs membres ont tous une connaissance et une expérience certaines. Prenons encore l'exemple de la réforme de l'écriture, je considère qu'il ne s'agit ni d'un secret confidentiel relevant de la défense nationale, ni d'un enjeu lié à la lutte des classes, mais d'une question relative aux contradictions internes au sein du peuple. Or, seuls quelques éléments enthousiastes ont débattu de cette question* [16].

Zhang Bojun n'avait pas encore abordé des sujets majeurs concernant les affaires de l'État tels la mise en application totale de la collectivisation agricole, le mouvement d'élimination des contre-révolutionnaires (*sufan yundong* 肅反運動) ou d'autres, dont le processus d'élaboration avait totalement contourné « le Comité permanent de l'ANP, la CCPPC ainsi que les partis démocratiques ».

Pour Luo Longji, les campagnes politiques antérieures comme les « Trois Anti » (*sanfan*), les « Cinq Anti » (*wufan*) ou le mouvement « d'élimination des contre-révolutionnaires » (*sufan*) ayant été orchestrées par les dirigeants du Parti, la phase de « réhabilitation » (*pingfan*), devait également faire participer, en dehors des dirigeants du Parti, des personnalités des partis démocratiques ou sans appartenance partisane, pour montrer que si les mouvements avaient obtenu des résultats, ils pouvaient aussi résoudre les problèmes des victimes d'injustices. Il a formulé le conseil suivant : « le congrès représentatif de l'ANP et les comités de la CCPPC devraient créer une commission, qui non seulement examinerait les résultats des campagnes précédentes des "Trois Anti", des "Cinq Anti" et "d'élimination des contre-révolutionnaires", mais encouragerait publiquement toutes les victimes d'injustices à venir déposer une requête. Cette commission comprendrait le Parti dirigeant, mais également des personnalités des partis démocratiques et d'autres secteurs. » Il a aussi appelé à former des commissions de cette nature au niveau des assemblées populaires et des conférences consultatives locales, permettant ainsi de former un système [17]. Les personnalités des partis démocratiques ou sans appartenance partisane étant devenues des « pots de fleurs » politiques dans le système des assemblées populaires et des conférences consultatives, Luo Longji espérait, à travers la formation de ce nouveau système qui aurait une fonction politique concrète, leur permettre de participer au processus de décision politique. Zhang Bojun souhaitait que « la CCPPC, l'ANP, les partis démocratiques et les organisations populaires constituent quatre "conseils d'élaboration politique" », pour remplir une fonction bien sûr uniquement consultative. « Les structures politiques fondamentales devraient auparavant leur être soumises pour discussion et s'appuyer sur leur intelligence collective. [...] Désormais, lorsque le comité permanent de l'ANP et la CCPPC débattront de problèmes, chaque ministre du comité permanent devrait assister à la réunion pour représenter son ministère et expliquer ses politiques [18]. » Il espérait que

16. Zhang Bojun, « Guanyu chengli "zhengzhi shiji yuan" de fayan » (Discours sur la fondation d'un "Conseil d'élaboration politique"), *art. cit.*

17. Wang Zaoshi, « 1957 nian 5 yue zai Shanghai shi yi jie si ci zhengxie huiyi shang de shumian fayan » (Communication écrite lors de la première session de la 4e CCP municipale de Shanghai en mai 1957).



Affiche incitant à « Débusquer les révisionnistes contre-révolutionnaires et les exposer à la foule »

les « conseils d'élaboration politique » aideraient à mieux comprendre la situation, à échanger des idées, à formuler des conseils, mais il n'osait espérer qu'ils exercent un pouvoir de formulation des politiques ou un droit de veto. C'est pourquoi il a souligné qu' « il ne s'agissait pas d'un régime politique parlementaire de pays capitaliste ». La façon dont Wang Zaoshi concevait la réforme de la conférence politique consultative était encore plus éloignée du régime politique parlementaire moderne : « le système du *yushi* 御史 dans la Chine antique [Ndt : tribunal de censeur ou conseiller impérial selon les dynasties] jouissait du pouvoir autonome et public de mettre un fonctionnaire en accusation et a joué un rôle important dans l'histoire. Nous pourrions envisager d'élargir le travail actuel d'inspection du comité de la CCPPC afin qu'il exerce un droit de destitution semblable à celui du *yushi* impérial. Cela pourrait non seulement jouer de manière concrète le rôle de "surveillance réciproque", mais permettrait également d'entretenir et de développer la longue tradition chinoise d'intégrité des lettrés [19]. »

Dans « Ma première confession » datée du 15 juillet 1957, Luo Longji reconnaissait avoir prononcé la phrase suivante : « si les partis démocratiques s'organisent et se renforcent, ils pourront se tenir sur un pied d'égalité avec le parti dirigeant [20]. » Dans le *Dictionnaire de chinois contemporain*, l'expression « être sur un pied d'égalité » (*fenting kangli* 分庭抗禮) signifie que le maître et son hôte se tiennent de chaque côté de la cour intérieure et se saluent face à face. Cette image est utilisée aujourd'hui pour montrer qu'on se lève et qu'on s'assoit de façon égale. Dans son discours du 10 mai, Luo Longji affirmait : « concernant la coexistence à long terme des partis démocratiques et du Parti communiste, elle nécessite de résoudre d'abord la question de l'existence à long terme des partis démocratiques. [...] Le Parti communiste se développe au sein des masses ouvrières et

18. Zhang Bojun, « Guanyu chengli "zhengzhi shiji yuan" de fayan » (Discours sur la fondation d'un "Conseil d'élaboration politique"), *art. cit.*
19. Wang Zaoshi, « 1957 nian 5 yue zai Shanghai shi yi jie si ci zhengxie huiyi shang de shumian fayan » (Communication écrite lors de la première session de la quatrième CCP municipale de Shanghai en mai 1957).
20. Xie Yongbian, « Luo Longji : wo de beibu de jingguo yu fangan » (Luo Longji : mon expérience et ma révolte à l'égard de mon arrestation), Pékin, Zhongguo qingnian chubanshe, 1999, p. 311.

paysannes, tel n'est pas le cas des partis démocratiques. Ceux-ci se développent principalement parmi les intellectuels de type ancien, or ces derniers ont pour la plupart plus de 30 ou 40 ans. Cette contradiction doit être rapidement résolue, sinon, il leur sera difficile de continuer à coexister. » Avant cela, Zhang Bojun avait évoqué, au cours d'une réunion de la Ligue démocratique, des objectifs concrets concernant le nombre de membres des partis démocratiques. « Pour que l'ensemble des membres des partis démocratiques atteigne un à deux millions, il faut impérativement modifier notre orientation centrée sur les couches sociales supérieures et les grandes villes [...]. Pour coexister à long terme [avec le Parti], il faut absolument recruter parmi la jeunesse [21]. » À cette époque, les membres du Parti communiste chinois étaient déjà plus de 12 millions, même si les partis démocratiques parvenaient à atteindre un à deux millions de membres, ce serait négligeable par rapport aux membres du Parti communiste. S'il n'y a plus d'« hôtes », comment parler d'« être sur un pied d'égalité » ? Pan Dakui, responsable de la Ligue démocratique de la province du Sichuan, est allé encore plus loin dans la compréhension de l'expression « être sur un pied d'égalité ». Il a prononcé les trois mots d'ordre suivants : « liberté politique », « autonomie organisationnelle », « se lever et s'asseoir avec égalité ». Shen Zhiyuan, responsable de la Ligue démocratique de la municipalité de Shanghai était d'accord avec les slogans de Pan Dakui, et considérait également : « désormais, le Parti et les partis démocratiques ne sont plus dans une relation de dirigeants et de dirigés, les partis démocratiques doivent être autonomes et indépendants. Désormais, il ne faut plus dépendre entièrement du Département du front uni, il faut résoudre soi-même ses problèmes [22]. » En toute bonne foi, les préoccupations de Zhang et Luo comme de Pan et Shen concernaient uniquement les capacités d'existence et de développement des partis démocratiques. Ils n'étaient aucunement parvenus à l'étape où ils auraient pu envisager de « diriger à tour de rôle » ou de « prendre la place [du Parti] ».

Puisque, tant d'un point de vue subjectif qu'objectif, les « intellectuels de droite dans la société » n'ont en aucune façon représenté un danger réel à l'égard de la position de gouvernant du Parti communiste, pourquoi Mao Zedong les a-t-il « condamnés sans appel », allant jusqu'à dire « on se moque de la conscience morale », ou « notre main ne doit absolument pas se ramollir » [23] ? Parce qu'il ne pouvait accepter une gestion gouvernementale où s'exercerait un contrôle de la société, parce qu'il voulait, pour le Parti communiste, un « contrôle unique », une « dictature totale », un « secrétaire du Parti au poste de commandement », et « encore plus de culte de la personnalité», afin d'appliquer sans aucun obstacle ses politiques radicales.

Alors que Mao Zedong se considérait comme un « moine sous un parapluie, sans foi ni loi [24] », les « intellectuels de droite » souhaitaient qu'il « renforce le système juridique », qu'il « intensifie la législation ». Wang Zaoshi a ainsi dit : « On ne peut développer la démocratie sans renforcer le système juridique. [...] Pendant plusieurs milliers d'années, notre pays a connu la domination du despotisme féodal, elle a toujours accordé plus de poids au gouvernement par les hommes (*renzhi*) et négligé le gouvernement par les lois (*fazhi*). Bien que la Libération date de huit ans, nombreuses sont encore les survivances féodales du gouvernement par les personnes dans les pensées et les habitudes de chacun. C'est pourquoi nous devons accorder une importance particulière à la propagande et à l'éducation pour diffuser le "gouvernement par les lois démocratiques". [...] Si la constitution nous accorde des droits démocratiques étendus, leur mise en œuvre n'a pas encore été totalement accomplie dans la législation. Par exemple, alors que, dans la constitution, les expressions "selon la loi", "fondé sur la loi", "respecter la loi", "la garantie de la loi" apparaissent des vingtaines de fois, presque rien n'a été élaboré en ce qui concerne les lois. [...] Qu'est-ce qui est légal ? qu'est-ce qui est illégal ? qu'est-ce qu'un crime ? À l'intérieur de quelles limites est-on libre ? À l'extérieur de quelles limites n'est-on pas libre ? Comment juger, comment condamner ? Nous manquons encore de règles claires sur de nombreux points. Si le peuple jouit de la liberté, il éprouve encore un manque de sécurité. » Huang Shaohong a affirmé : « notre législation est en retard par rapport à la situation objective. Le droit pénal, le droit civil, le droit concernant les violations des règlements de police, ainsi que le droit concernant les sanctions disciplinaires des fonctionnaires n'ont pas encore été élaborés et rendus publics. Les règlements économiques sont encore moins préparés, alors que le plan quinquennal va bientôt s'achever, les règlements concernant les poids et mesures n'ont pas encore été élaborés. D'aucuns disent : "puisque certaines lois de l'Union soviétique ont également été élaborées tardivement, pourquoi devrions-nous nous presser ?" [...] Ces paroles ne sont rien d'autre que la défense de la bureaucratie et du dogmatisme. » Pour Huang Shouli, le retard législatif est lié à certaines idées dominantes au sein du gouvernement central. Première-

21. Yao Shan'er, *Zai lishi de xuanwo zhong – Zhongguo baiming da youpai* (Dans le tourbillon de l'histoire – Cent grands droitiers de Chine), *op. cit.*, p. 343.
22. Yao Shan'er, *Zai lishi de xuanwo zhong – Zhongguo baiming da youpai* (Dans le tourbillon de l'histoire – Cent grands droitiers de Chine), *op. cit.*, p. 488, p. 340.
23. Zhou Yuanchuan, « Cong Deng Xiaoping de fanyou baogao shuoqi » (Parler à partir du rapport sur le mouvement anti-droitier de Deng Xiaoping), site Internet de *Xin Shiji* (*New Century*).
24. Edgar Snow n'a pas compris ce jeu de mots de Mao se désignant comme « moine sous un parapluie », donc sans cheveux (rasé) et sans ciel. Mao jouait en réalité de l'homophonie entre « sans cheveux » et « sans loi ». Cf l'explication de Simon Leys, *Essais sur la Chine*, Paris, R. Laffont, 1998, p. 538. [Ndt]

ment, « le gouvernement central considère qu'on peut agir sans lois mais en fonction des politiques ». Deuxièmement, « le gouvernement central a peur en promulguant des lois d'enchaîner ses propres frères. En réalité, utiliser la loi pour contraindre un peu les cadres et les empêcher d'enfreindre la loi et la discipline est nécessaire. La loi permet de limiter le despotisme. C'est pourquoi, le fait que le gouvernement central ait peur d'enchaîner ses propres frères est en soi une violation du système juridique [25]. » Du point de vue de Mao Zedong, la loi est un outil de la lutte des classes, elle doit servir à contraindre les frères des autres, et certainement pas à « contraindre ses propres frères » .

En 1956, à la suite du vingtième Congrès du Parti communiste d'Union soviétique, le mouvement communiste international a commencé à critiquer le « culte de la personnalité », le huitième Congrès du Parti communiste chinois a également supprimé les références à la pensée de Mao Zedong dans les statuts du parti. Dans cet environnement interne et externe, Mao Zedong a ressenti que son autorité personnelle au sein du Parti diminuait : les bureaucrates du Parti et du gouvernement formaient déjà une couche spécifique avec ses propres intérêts, et n'obéissaient plus autant à la baguette de Mao. L'origine du « mouvement de rectification » réside donc dans cette volonté de Mao d'utiliser son prestige personnel auprès des masses et la force de « la société » pour « corriger » *(xiuli)* les gens à l'intérieur du Parti qui se croyaient dans le vrai. Or, contrairement à ce que Mao prévoyait, son soi-disant « prestige populaire » était, dans une large mesure, le produit des instruments de propagande dont il disposait. Un mois à peine après le début du « mouvement de rectification » *(zhengfeng yundong)*, il a senti que le mécontentement de la société était beaucoup plus dangereux que l'indocilité à l'intérieur du Parti. C'est pourquoi il a rapidement changé de cap et adopté la stratégie de « tuer les poulets pour effrayer les singes » : en portant un coup mortel à « l'alliance Zhang-Luo » et aux « intellectuels de droite » qu'il avait lui-même fabriqués, il cherchait ainsi à intimider et à dissuader les potentielles oppositions au sein du Parti. On peut dire que sa nouvelle stratégie a largement porté ses fruits.

Au cours du « mouvement de rectification », Zhang Xiruo a critiqué quatre types de préjugés. Premièrement, l'avidité de gloire et de succès. Deuxièmement, la recherche de succès rapides et d'avantages immédiats. Troisièmement, le mépris du passé. Enfin, la croyance superstitieuse en l'avenir. Zhang Xiruo a formulé ces préjugés à partir des choses qu'il avait observées et ne visait pas spécifiquement Mao Zedong [26]. Chen Mingshu en revanche, dans une lettre privée adressée à Mao Zedong, lui a « reproché directement ses fautes ». Sa description se fait beaucoup plus incisive : « avide de gloire et de succès, d'humeur changeante, partial dans ses jugements, méprisant les choses anciennes ». Il a critiqué Mao de la façon suivante: « [son] caractère est trop passionné et pas assez raisonné, trop précipité et pas assez mesuré, trop impétueux et pas assez paisible, [il] observe mais manque d'attention, [...] [tout cela] influence [sa] façon d'observer les gens et d'écouter les paroles, entraîne un déséquilibre dans l'élaboration des décisions politiques, un attachement excessif à certains aspects et une indifférence aux autres dans l'adoption de mesures politiques ; [...] parfois, sous l'emprise de la joie ou de la colère, [il] suit une impulsion et porte facilement atteinte à la dignité et au statut de cadres supérieurs ; [...] parfois, [il] se montre crédule à l'égard des rapports falsifiés des cadres et des méthodes d'analyse dogmatiques, [il] prend des décisions extrêmes sans avoir mené des recherches sérieuses et minutieuses ». Mao Zedong était furieux contre la critique de Chen Mingshu. Le 28 janvier 1958, au cours de la 14e Conférence suprême d'État (*di shisi ci zui gao guowu huiyi*), il répliqua ainsi : « Nous ne pouvons éviter d'"être partial dans nos jugements", mais notre partialité doit être en faveur du socialisme et non des droitiers. Dire que les hommes de bien peuvent se rassembler mais ne forment pas de parti est erroné : quand Confucius a exécuté Shao Zhengmao, il a pris parti [27]. » Imaginons, si Mao Zedong s'était montré indulgent avec les « Shao Zhengmao », s'il avait accordé un espace d'expression aux gens comme Chen Mingshu, en lançant le « mouvement des trois drapeaux rouges » (la ligne générale de la construction du socialisme, le Grand bond en avant et les communes populaires), comment en serait-on arrivé à la situation où dans la société règne seul le silence et, à l'intérieur du Parti, seul le « maréchal Peng » et quelques rares personnes « battent le tambour et crient » au nom du peuple à la conférence de Lushan ? Le sacrifice de l'existence politique de plus d'un million de droitiers a eu pour conséquence directe la perte de la vie de dizaines de millions de victimes de la famine.

Jeune, Luo Longji était un libéral comme en témoigne la série d'articles qu'il a publiée dans la revue *Xin Yue* (Croissant de Lune). Après l'entrée dans la décennie 1930, il a rejoint et développé le Parti socialiste national, puis a assumé la responsabilité de chef du département de la Propagande pour la Ligue dé-

25. « 1957 nian fanyou shiqi de "zhengfa jie youpai fenzi miulun huiji" » (« Recueil des inepties sur les éléments droitiers du milieu politique et juridique » pendant la période de lutte anti-droitière de 1957), site Internet *Falü shixue muwang* ; Wang Zaoshi, « 1957 nian 5 yue zai Shanghai shi yi jie si ci zhengxie huiyi shang de shumian fayan » (Communication écrite lors de la première session de la quatrième CCP municipale de Shanghai en mai 1957).
26. Zhu Zheng, *1957 nian xiatian : cong bai jia zhengming dao liang jia zhengming* (été 1957 : de cent écoles rivalisent à deux écoles rivalisent), *op. cit.*, p. 73-74.
27. Les paroles de Chen Mingshu et de Mao Zedong sont issues de l'article de Zhang Lifan : « Chen Mingshu shangshu » (Mémoires de Chen Mingshu), *Suibi* (Essai), n°1, Guangzhou, 2007.



Affiche de propagande commémorant le discours prononcé par Mao Zedong en février 1957, « Du traitement correct des contradictions à l'intérieur du peuple », ; qui a incité nombre d'intellectuels à critiquer « loyalement » le pouvoir, les exposant à la répression
© IISH Stefan R. Landsberger Collection, http://www.iisg.nl/~landsberger

mocratique, devenant progressivement un social-démocrate (*shehui minzhu zhuyizhe*). Dans ses dernières années, il est probablement revenu au libéralisme comme l'illustre l'anecdote suivante. En 1962, il a été très honoré que la version la plus récente de l'*Encylopaedia Britannica* insère une entrée sur le mouvement anti-droitier où il était écrit que Zhang Bojun et lui-même avaient été accusés d'être des droitiers parce qu'ils avaient « réclamé la démocratie ». En 1957, Zhang Bojun a exprimé publiquement qu'il n'appelait pas au « régime politique parlementaire des pays capitalistes », mais quatre ans plus tard, il confiait à sa fille Zhang Yihe : « ce que [Luo Longji] appréciait dans le système des trois pouvoirs en Occident c'était précisément la séparation des pouvoirs ; le système des deux assemblées que je préconisais était également une séparation des pouvoirs. Peu importe que l'on divise en deux, trois ou quatre, toute séparation est bonne à prendre. En un mot, la concentration du pouvoir ne peut pas fonctionner dans le monde actuel. [...] Les merveilleux idéaux communistes que Mao a esquissés ne seront jamais qu'un projet, ce sont des chimères [28]. » Après avoir vécu ce « fléau humain » sans précédent qu'a été le « mouvement des trois drapeaux rouges », on peut comprendre toute l'évolution des intellectuels de centre gauche vers le centre droit et le libéralisme. La génération intellectuelle suivante connaîtra une évolution de pensée similaire après avoir traversé la Révolution culturelle et l'envoi à la campagne.

L'héritage du mouvement et son dépassement

[Après avoir présenté les deux autres types de « droitiers actifs » – les « révisionnistes » au sein du Parti et les « défenseurs des droits », Chen Ziming s'attache à montrer, dans cette dernière partie, les liens étroits qui existent entre le mouvement de 1957 pris dans sa diversité et les forces qui œuvrent actuellement en faveur d'une démocratisation en Chine. Ndt]

Comme je l'ai souligné récemment, les forces qui luttent pour la démocratisation en Chine sont plurielles et comprennent en particulier trois mouvements principaux. Le premier est le « mouvement démocratique » entendu de manière étroite à l'extérieur du système, le deuxième est le « mouvement de défense des droits » (*weiquan yundong*) à l'intérieur et à l'extérieur du système, le troisième est la force de démocratisation à l'intérieur du système. Le « mouvement démocratique » au sens étroit présente clairement et publiquement des revendications politiques : remplacer le système dictatorial et totalitaire par un système démocratique et un gouvernement constitutionnel. Le « mouvement de défense des droits » a pour revendications directes les droits de l'homme, les intérêts des groupes ainsi que les droits et intérêts individuels. Or, en se proclamant comme représentant des intérêts de l'ensemble du peuple, le Parti communiste ne permet à personne de partager avec lui la responsabilité et la gloire de la « défense des droits ». En s'exposant, le « mouvement de défense des droits », va donc provoquer une opposition frontale avec les gouvernants. En obtenant, cas par cas, des résultats concrets, la « défense des droits » contribue en réalité à désagréger progressivement le mode de contrôle unique du Parti communiste. Les forces de démocratisation à l'intérieur du Parti ne disposent, elles, que de formes d'expression politique voilées, certaines personnes allant même jusqu'à « cacher leurs talents et attendre leur heure ». Néanmoins, elles oeuvrent secrètement, par divers moyens, en faveur de la démocratisation, et accumulent des ressources multiples pour son avènement. De ce point de vue, ces trois forces appartiennent au « mouvement démocratique » *(minyun)* [29] entendu ici dans un sens large. Or, il est facile de constater les germes de ces forces plurielles, qui œuvrent actuellement à la démocratisation de la Chine, parmi les « droitiers actifs » de 1957. Les « intellectuels de droite », représentés par Zhang Bojun et Luo Longji, étaient les rescapés du mouvement démocratique et constitutionnel dans la Chine de la première moitié du XX^{e} siècle. Pourtant, en 1957, la charge critique de leurs pensées ainsi que leur force de caractère politique avaient déjà été substantiellement amoindries. Les disciplines où ils puisaient leurs

28. Zhang Yihe, « Yi pian qingshan liao ci shen – Luo Longji sumiao » (La vie se termine dans ces montagnes vertes – Portrait de Luo Longji), site Internet *Tianyiwang*.
29. Chen Ziming, « Tuidong minzhuhua de duoyuan liliang » (Promouvoir les forces plurielles de la démocratisation), site Internet *Minzhu zhongguo*.

fondements théoriques – le droit, les sciences politiques, la sociologie et d'autres – avaient été totalement interdites ; leurs organisations politiques – les différents partis démocratiques – réduites au rôle de marionnettes entre les mains du Parti communiste chinois : leurs frais de fonctionnement étaient distribués par le département du Front uni, les postes-clés étaient en priorité attribués aux membres « clandestins » du Parti communiste qui avaient un double statut au sein des partis démocratiques. Avant le mouvement anti-droitier, Zhang Bojun et Luo Longji, tous deux hauts fonctionnaires à l'intérieur du système, ont été progressivement assimilés par le Parti communiste chinois, comme en témoignent leurs paroles et leurs actes. Ce n'est qu'après avoir été accusés d'être droitiers et relevés de leurs fonctions de ministre, que Zhang et Luo, réduits au rang de personnalités extérieures au système, ont vu leurs pensées se rapprocher de nouveau des idées constitutionnelles.

Avant 1947 et après 1957, les idées de Zhang Bojun et de Luo Longji peuvent être considérées comme des ressources indigènes de la démocratie en Chine, la décennie centrale marquant un point bas dans cette réflexion. Certes, leur demande en 1957 que les partis démocratiques soient « traités sur un pied d'égalité » avec le Parti communiste, est loin d'être suffisante du point de vue contemporain ; mais les notions de « diriger à tour de rôle » et « prendre la place du Parti » correspondent au sens véritable de la démocratie constitutionnelle. Hu Shi avait souligné :

> *Dans l'histoire de ces deux derniers siècles, si le libéralisme revêt une signification politique particulière et sans précédent, c'est parce qu'il tolère les partis d'opposition et garantit la liberté des minorités. Depuis toujours dans les luttes politiques, soit le vent d'est l'emportait sur le vent d'ouest, soit c'est le vent d'ouest qui l'emportait sur le vent d'est, mais les gens opprimés n'ont jamais pu vivre de jours heureux. Or, le système politique démocratique de l'Occident moderne a progressivement forgé une attitude et une pratique de tolérance de la dissidence. Le pouvoir politique étant octroyé par la majorité de la population, le parti au pouvoir devient parti d'opposition dès lors qu'il perd le soutien de la majorité. Les gens qui détiennent le pouvoir politique doivent ainsi se préparer à quitter la scène et attendre leur prochain tour. Chaque parti minoritaire a la possibilité de devenir un parti majoritaire. [...] La réforme pacifique a deux significations : la première c'est une alternance politique pacifique, la seconde est la méthode législative, qui permet de faire des réformes concrètes pas à pas, de rechercher le progrès petit à petit* [30].

Existe-t-il un parti d'opposition ? Peut-on « transférer le pouvoir politique de manière pacifique » entre parti de gouvernement et parti d'opposition ? Ces questions sont la pierre angulaire d'évaluation d'un régime démocratique moderne. Si, aujourd'hui, les « partis démocratiques » se contentent d'occuper la place de « partis qui participent au gouvernement » (c'est-à-dire d'« annexes politiques » du Parti communiste et de « pots de fleurs politiques »), la Chine doit avoir un véritable parti d'opposition (c'est-à-dire un parti d'opposition qui, à travers des élections concurrentielles, monte sur scène et gouverne).

Parmi les « droitiers actifs » de 1957, il y eut des discussions et des actions visant à fonder un parti d'opposition et à « diriger à tour de rôle ». Professeur de lycée dans la ville de Tianjin, Huang Xinping affirmait ainsi : « pourquoi n'est-il pas possible que chaque parti politique dirige à tour de rôle ? Si, au lieu du gouvernement de parti unique du Parti communiste, nous exigions que ce dernier ainsi que chaque parti proposent des programmes politiques différents et soient choisis librement par les masses, cela encouragerait le Parti communiste et les partis démocratiques à surmonter leurs défauts afin de remporter le suffrage populaire et servir le peuple. » [...]

En attendant l'avènement d'une transition démocratique, rares sont les militants prêts à s'engager dans le « mouvement démocratique » au sens étroit et à s'opposer frontalement à la dictature totalitaire, mais plus nombreuses peuvent être les personnalités de tous milieux qui participent aux activités de défense des droits. À l'époque où Mao Zedong exerçait une « dictature totale », les activités de défense des droits étaient vues comme des activités « anti-parti et anti-socialistes », et étaient férocement réprimées, comme en témoigne le sort tragique qu'ont connu les « défenseurs des droits » parmi les « droitiers actifs ». Mais dans une « société post-totalitaire », les activités de défense des droits ont déjà acquis une légitimité certaine et ont déjà pu obtenir des améliorations partielles. « L'affaire des huit livres interdits » et celle « de la maison-clou de Chongqing » en sont des exemples récents [31]. Dans ce contexte, la méthode la plus appropriée est de séparer le « mouvement démocratique » au sens étroit des activités de défense des droits et de ne pas les mélanger. [...] Comme l'a souligné Chen Yongmiao, depuis la Révolution culturelle, deux révolutions légales ont vu le jour : l'une est le mouvement de défense des droits, l'autre est l'examen légal des vio-

30. Hu Shi, « Ziyou zhuyi » (Libéralisme), *in* Ouyang Zhesheng (éd.), *Hu Shi wenji* (Œuvres de Hu Shi), tome 12, Pékin, Beijing daxue chubanshe, 1998, p. 808-809.

31. Huit livres touchant à des sujets sensibles, notamment historiques ont été « interdits » de différentes manières en janvier 2007 ; l'un d'entre-eux est *Histoire passée des vedettes de l'opéra de Pékin* par la fille de Zhang Bojun, Zhang Yihe. La « maison-clou » de Chongqing désigne la résistance d'un couple aux projets de démolition de leur quartier à Chongqing ; leur maison a finalement été détruite en avril 2007 [Ndt].

lations constitutionnelles. Le mouvement de défense des droits est une révolution contrôlée vers la constitutionnalité. Lorsque la légitimité réelle entre en conflit avec la légalité, il ne faut pas renoncer imprudemment à la constitution. Au contraire, commenter la constitution et fournir des fondements juridiques aux activités de résistance et d'opposition est une méthode appropriée [32].

Au sein des forces de démocratisation à l'intérieur du système, il ne manque pas de Sun Wukong qui pénètrent l'estomac de la princesse à l'éventail de fer, c'est-à-dire de révolutionnaires qui dynamitent et déchirent le Parti communiste de l'intérieur. La majorité ressemble toutefois au moine Tang empli de compassion [Ndt : ces allusions proviennent du roman *Pérégrination vers l'Ouest*] : ce sont des révisionnistes qui transforment pacifiquement de l'intérieur, réforment le Parti communiste pour qu'il fasse peau neuve, et « déposent leur couteau de boucher pour se faire bouddha ». Parmi les « droitiers actifs » de 1957, les révisionnistes croyaient pour la plupart en la nouvelle ligne idéologique incarnée par Khrouchtchev et Tito et étaient donc des révisionnistes à l'intérieur du cadre du léninisme et du stalinisme. Si le front Khrouchtchev-Tito proclamait les « trois "pacifiques" et deux "entiers" » (*san he liang quan*), « coexistence pacifique », « compétition pacifique », « transition pacifique » ; « État du peuple entier » et « parti du peuple entier », ainsi que « l'autogestion des ouvriers » et la « stimulation matérielle » [...], il n'est pas allé aussi loin que les « Quatre principes fondamentaux » de Deng Xiaoping et la théorie de « l'oiseau dans la cage » de l'économie planifiée de Chen Yun. Aujourd'hui, les révisionnistes à l'intérieur du système ont progressé (ou reculé pourrait-on dire également) vers l'idéologie de Bernstein et Kautsky, c'est-à-dire le marxisme révisionniste. Si, du point de vue de l'histoire du mouvement communiste international, il s'agit d'un recul dans la ligne politique, du point de vue de l'histoire des idées en Chine, il s'agit néanmoins d'un progrès dans les connaissances. [...]

En réalité, les révisionnistes à l'intérieur du système pourraient encore faire un pas de plus et abandonner leur querelle avec le « révisionnisme de gauche » pour savoir qui est le descendant légitime du marxisme. [...] Le dirigeant du Parti travailliste anglais Tony Blair est allé encore plus loin dans la voie d'un « socialisme éthique ». Lorsque Blair évoque le concept de socialisme, il le remplace souvent par la formule « social-isme » qu'il définit ainsi : « ce n'est pas la théorie socialiste des classes, des syndicats ou du capitalisme, c'est une doctrine pour bien faire les choses et travailler ensemble [33]. » La « troisième voie représente ainsi un socialisme modernisé qui se dévoue avec ferveur à ses objectifs de justice sociale et de politique de centre gauche mais qui utilise des procédés souples, créatifs et prévoyants pour les réaliser. Elle s'appuie sur les valeurs et les idées qui ont fait progresser la politique depuis plus d'un siècle, la démocratie, la liberté, la justice, la responsabilité mutuelle et l'internationalisme. Mais c'est une troisième voie, car elle dépasse à la fois la vieille gauche qui concentrait toute son attention sur le contrôle de l'État, un haut niveau d'imposition, et les intérêts des producteurs, et la nouvelle droite qui diabolise et veut supprimer les investissements publics et les activités "sociales" et collectives [34]. » Le « social-isme » de Blair peut être considéré comme un révisionnisme à l'égard du « socialisme », mais un révisionnisme contemporain. Ce n'est qu'en évoluant vers un parti politique du type « parti social-travailliste » des pays développés, que le Parti communiste chinois pourra, à l'avenir, jouer, sur la scène constitutionnelle, un nouveau rôle politique.

Cinquante ans ont passé, les idées léguées par les différents types de « droitiers actifs » doivent encore nous inspirer ; leur esprit d'innovation et le courage de leur résistance nous enjoignent à ne pas abandonner la lutte pour la démocratisation de la Chine. •

• **Sélectionné et traduit par Aurore Merle**

32. Chen Yongmiao, « Yi baoshou zhuyi de fangshi fadong he ezhi geming » (Utiliser un procédé du conservatisme pour impulser et contenir la révolution), *Ren yu renquan* (L'homme et les droits de l'homme), avril 2007.
33. Wang Xuedong *et al.*, « Di san tiao lu yu shehui minzhu zhuyi de zhuanxing » (La troisième voie et la transition vers la social-démocratie), Pékin, *Dangdai shijie yu shehui zhuyi* (Monde contemporain et socialisme), n°3, 2000.
34. Voir Chen Lin *et al.* (éd.), *Di san tiao lu : shiji zhi jiao de xifang zhengzhi biange* (La troisième voie : l'évolution politique en Occident au tournant du siècle), Pékin, Dangdai shijie chubanshe, 2000, p. 5.